

# Le DPS “parti charnière” sur la scène politique bul- gare

Par François Frison-Roche,

Chargé de recherche au CNRS, université de Paris II-Cersa,  
Centre d'études et de recherches de science administrative

Enfants Roms, Sofia © Association Malki Tzigani

La Bulgarie abrite une forte minorité turque. Avant la chute du mur de Berlin, cette minorité subissait de nombreuses discriminations provoquant l'exil d'une partie de ces membres vers la Turquie. Aujourd'hui, comme les Roms et les Pomaks, elle se regroupe derrière le DPS, un parti représentant la troisième force politique du pays. Décrié par les autres partis, le DPS est assimilé par le reste de la population bulgare à un parti communautaire, mais dispose d'un soutien indéfectible de ses membres, sans l'illusion d'aller au-delà.

Vers le milieu des années quatre-vingt, les dirigeants du BKP, le parti communiste bulgare, se lancent dans une grande politique nationaliste. Ce n'est pas la première fois depuis qu'il est parvenu au pouvoir que le parti communiste s'en prend à la principale minorité ethnique du pays pour tenter de s'en débarrasser – en l'expulsant – ou essayer de l'assimiler par la force.

Cette fois-ci, les Bulgares d'origine turque sont obligés de "bulgariser" leur nom. Cette politique porte le nom de "processus de renaissance nationale" : *natsionalno vazrajđane*. Son résultat pourrait s'assimiler à une sorte de nettoyage ethnique à la bulgare.

Début 1989, quelques mois avant la chute du mur de Berlin, des heurts violents avec la police et l'armée se produisent dans certaines des régions où vivent ces populations et il y a de nombreuses victimes. La frontière avec la Turquie est ouverte et plus de 300 000 personnes sont forcées à l'exil. C'est, en Europe, la plus grande migration de population depuis la Seconde Guerre mondiale ! Le scandale international est considérable et contribuera longtemps à la mauvaise image de marque de la Bulgarie en Europe.

Le 10 novembre 1989, une fois le dictateur communiste déchu par un coup d'État interne au BKP, la nouvelle direction du parti décide de faire marche arrière et annule les décrets d'assimilation forcée.

Avec l'accord des nouveaux dirigeants du parti communiste – car à l'époque le système judiciaire est sous leur dépendance directe –, un tribunal enregistre, début janvier 1990, un mouvement politique, le Mouvement des droits et des libertés, le DPS – *Dvijenie za Prava i Svobodi*. La contestation anticommuniste devient si forte dans le pays que l'intérêt politique immédiat du BKP est d'empêcher

une coalition unifiée des divers mécontentements contre lui lors des inéluctables élections "démocratiques" qui sont envisagées au printemps 1990.

En procédant de la sorte, le BKP réalise deux objectifs nécessaires à sa survie politique à court terme : il affiche tout d'abord, vis-à-vis de l'Occident surtout, sa "transformation démocratique" en donnant l'impression de "tendre la main" à la minorité ethnique qu'il persécutait quelques mois auparavant ; il divise ensuite son opposition politique potentielle en empêchant l'Union des forces démocratiques – la SDS –, qui regroupe à l'époque l'ensemble des mouvements qui s'opposent au BKP, de devenir l'unique organisation politique de contestation sur le plan national.

**Début 1989, quelques mois avant la chute du mur de Berlin, des heurts violents avec la police et l'armée se produisent dans certaines des régions où vivent ces populations.**

## Les origines du DPS

L'origine de la création du DPS doit donc être principalement recherchée dans la politique d'assimilation forcée menée par le BKP dans les années quatre-vingt. Le nom du DPS en est l'illustration puisqu'il s'agit essentiellement alors de "rétablir" les droits culturels et les libertés religieuses des Turcs, qui étaient garantis par la Constitution communiste de 1971.

Depuis les élections "fondatrices" de juin 1990 – où le DPS obtient 23 sièges sur 400 –, ce parti n'a cessé d'avoir des élus à l'Assemblée nationale de la République de Bulgarie. Il doit cette représentation constante à un électorat très spécifique, d'une part, et à un leader politique habile, Ahmed Demir Dogan, d'autre part. Au fil de ces dix-huit ans de transition démocratique, le DPS est devenu – au grand dam des autres formations politiques – le parti charnière indispensable à la formation de toute coalition gouvernementale, qu'elle soit de droite, du centre ou de gauche.

Contesté à l'origine par l'ensemble des forces politiques car susceptible d'être un parti ethnique – ce qui est interdit par la constitution – et rejeté, pour cette raison, par l'immense majorité des Bulgares – en particulier des Bulgares "ethniques" –, ce mouvement politique est devenu un acteur essentiel du jeu politique bulgare. Sous le gouvernement de centre droit dirigé par le libéral Siméon de Saxe-Cobourg, entre 2001 et 2005, comme sous le gouvernement actuel de centre gauche dirigé par le socialiste Sergueï Stanehev, depuis 2005 – pour ne parler que des deux dernières législatures –, ce parti a obtenu plusieurs ministères, des secrétariats d'État – avec des vice-ministres – et quelques autres postes importants dans la haute administration centrale et régionale.

Le DPS serait-il un parti ethnique, religieux, linguistique, libéral, centriste ? La réponse à cette question dépend souvent de l'interlocuteur sollicité... Aujourd'hui, des responsables du DPS comparent volontiers leur parti au Parti populaire suédois qui existe en Finlande ! Pourquoi pas ? mais qu'importe, à la limite, la qualification adoptée – et qui peut être une forme de stigmatisation... Sur l'échiquier politique bulgare, le DPS est devenu ce que l'on appelle, en sciences politiques, un "parti charnière", c'est-à-dire un parti souvent indispensable pour former une majorité au parlement. Il est donc en mesure, pour défendre ses intérêts, de faire ou de défaire une coalition politique, c'est-à-dire un gouvernement. Pour certains évidemment, son importance sur l'échiquier politique est disproportionnée par rapport à sa représentativité.

Il semble aujourd'hui que de nombreux responsables politiques bulgares, à gauche comme à droite, se soient aperçus de leur dépendance à l'égard du DPS, et on ne s'é-

tonnera guère, dès lors, que des suggestions de réforme du système électoral circulent à Sofia. Le président de la République y est personnellement favorable, comme il l'a indiqué dans une conférence de presse, début 2008. Faut-il y voir une tentative de marginalisation politique du DPS ?

## Minorités en Bulgarie

Selon le dernier recensement officiel datant de 1992, le nombre des Bulgares d'origine turque s'élèverait à 800 000 personnes environ, soit 9 % de la population. Selon les spécialistes, ces chiffres doivent être évidemment interprétés dans la mesure où, si environ 300 000 individus se sont réfugiés à l'étranger – essentiellement en Turquie – lors de l'exode de 1989, la moitié d'entre eux seraient depuis revenus vivre en Bulgarie. À partir de 1992, les experts ont pu constater une nouvelle vague d'émigration, économique cette fois, vers la Turquie, sans que l'on sache exactement combien de personnes se sont définitivement établies dans ce pays.

Autre précision importante, les Bulgares d'origine turque ne sont pas les seuls musulmans dans le pays. Les Pomaks, cette minorité bulgarophone et musulmane vivant dans des régions spécifiques du pays, compteraient environ 200 000 personnes. Quant aux Roms, dont la population est estimée à environ 500 000 personnes, ils seraient, aux dires des mêmes experts, pour moitié chrétiens – orthodoxes principalement mais également protestants – et pour moitié musulmans. Selon plusieurs études récurrentes des instituts de sondages, une majorité de ces Bulgares, Pomaques et Roms, de confession musulmane, voteraient également pour le DPS.

## Un électorat concentré

Le DPS n'hésite pas aujourd'hui à afficher parmi ses principaux responsables politiques un "pluralisme ethnique" de bon aloi – destiné surtout au regard de l'Occident – comme peut en témoigner la liste de ses élus au parlement européen. Son électorat reste prioritairement localisé, néanmoins, dans les régions dans lesquelles la population d'origine turque est concentrée comme on peut le voir sur la carte en annexe.

## Un dirigeant à part

Ahmed Demir Dogan, le leader historique du DPS, est né le 29 mars 1954 dans le village de Ptchelarovo, situé dans la région de Varna, au nord-est de la Bulgarie, dans une famille paysanne modeste, d'origine turque. Titulaire d'un doctorat en philosophie, obtenu à l'université de Sofia, il est représentatif de la promotion sélective parmi ceux que le régime communiste appelle les "Bulgares musulmans" et peut être perçu comme un pur produit de ces élites laïques fabriquées à l'époque pour promouvoir une image progressiste de la nation bulgare socialiste unifiée.

Au-delà des ressentiments légitimes qu'il peut éprouver à l'égard de la politique du régime communiste concernant sa communauté ethnique – Ahmed Demir Dogan devra lui-même transformer son nom en Medi Doganov –, il garde certainement le souvenir d'un système politique qui lui a permis d'être ce qu'il est aujourd'hui. Faisant preuve d'un sens politique stratégique remarquable, il tire parti d'une situation particulière, dans laquelle il sait exploiter à son profit l'intérêt immédiat des acteurs principaux de la transition – les anciens communistes et les anticommunistes – pour pouvoir exister sur la scène politique dès 1990. Ce dirigeant ne fait pas de l'anticommunisme son credo politique ; il ne se laisse pas récupérer et sait négocier son soutien parlementaire quand celui-ci est nécessaire. Destiné à être marginalisé, voire écarté du jeu politique global par les autres forces politiques, il est pourtant arrivé jusqu'à présent à positionner son mouvement de manière à devenir un partenaire incontournable pour toutes les coalitions gouvernementales. Son engagement politique débute vers le milieu des années quatre-vingt : il a la trentaine, à peine, quand il participe à un groupe clandestin appelé le Mouvement turc pour la libération nationale en Bulgarie, créé à la suite de la mise en place de la politique d'assimilation forcée des Bulgares d'origine turque décidée par le parti communiste. Son organisation est accusée d'avoir organisé un attentat à la bombe et d'avoir fait plusieurs victimes dans une gare ferroviaire du pays. Arrêté, il est condamné à 10 ans de prison en 1989 pour avoir été "*chef et organisateur d'une organisation anti-État*". Libéré quelques mois plus tard après une amnistie générale décidée par la nouvelle direction du parti communiste qui prend les commandes après avoir écarté le vieux leader – Todor Jivkov, initiateur dès son arrivée au pouvoir dans les années cinquante d'une politique qui allait aboutir dans les années quatre-vingt au "processus de renaissance nationale".

Vis-à-vis des populations concernées, cet épisode de quatre années de lutte va lui donner une image de combattant contre les exactions du communisme et celle de défenseur des Turcs et des musulmans dans la Bulgarie chrétienne. Il va surtout lui procurer la légitimité politique nécessaire pour parler en leur nom. Depuis vingt

ans environ, Dogan exploite avec succès et tire profit de cette ressource pour fidéliser son électorat.

Ce personnage politique crée le Mouvement pour les droits et les libertés le 4 janvier 1990 et cette formation politique participera à toutes les élections législatives suivantes. Son mouvement ne vote pas la Constitution de juillet 1991 car une disposition est directement dirigée contre les partis formés sur une base ethnique ou religieuse. Dès le début de la transition, le DPS s'implique dans le débat politique et y joue un rôle majeur.

Dans les années 1991 et 1992, Dogan soutient le premier gouvernement anticommuniste formé par le leader du SDS, Filip Dimitrov, avant de le faire tomber quelques mois plus tard en votant une motion de censure au parlement. Il est directement à l'origine du gouvernement suivant dirigé par Lyuben Berov – entre 1992 et 1994. Depuis 2001, il participe sans discontinuer au gouvernement en s'alliant d'abord avec l'ancien monarque, Siméon de Saxe-Cobourg, devenu Premier ministre après sa victoire électorale, puis avec le parti socialiste, quand celui-ci remporte les élections législatives suivantes.

Très vite, des rumeurs de coopération avec la Sécurité d'État – *Darjavna Sigournost* –, sous le pseudonyme de Sava, vont circuler à son endroit : ses principaux collaborateurs sont également accusés d'être des agents de la DS. Elles seront rendues officielles sans que ces révélations ne portent atteinte ni à son prestige dans son électorat, ni aux bons résultats électoraux du DPS.

Son passé ambigu, ses métamorphoses politiques successives et ses relations avec le milieu des affaires, au cours de la transition, font de lui le responsable le plus controversé de la scène politique bulgare actuelle. Bien qu'il ait régulièrement annoncé son retrait de la vie politique – sans qu'il n'ait eu lieu effectivement –, on peut se poser la question de savoir si ses successeurs seront en mesure de maintenir comme lui l'unité du DPS et sa place sur l'échiquier politique national.

## Les paradoxes d'un parti différent

L'analyse des résultats électoraux du DPS fait ressortir trois paradoxes. Le premier tient à sa relative stabilité, en termes de suffrages obtenus, depuis environ dix-huit ans, par rapport aux autres partis. La fluidité électorale, caractéristique majeure du vote postcommuniste, ne semble pas l'atteindre outre mesure. Le DPS dispose d'un noyau dur électoral très résistant et globalement très motivé pour se rendre aux urnes. Depuis dix-huit ans au moins, les Bulgares d'origine turque ne semblent pas souffrir de cette fatigue démocratique qui frappe la majorité des Bulgares d'origine

slave.

Le deuxième paradoxe, conséquence logique du précédent, fait dépendre l'importance politique du DPS de la participation électorale globale. En effet, plus cette dernière est faible, plus le pourcentage du DPS en termes de suffrages exprimés est important. Avec moins de 30 % de participation aux élections européennes de 2007, par exemple, la part du DPS a bondi à plus de 20 % des suffrages exprimés, pouvant laisser croire pendant quelques heures, le soir des résultats, et à la stupeur générale, que ce parti était devenu la première force politique du pays. À l'inverse, quand la participation électorale est très élevée, comme au cours des élections de 1990 ou de 1991, le DPS obtient sa juste valeur en termes de suffrages exprimés, c'est-à-dire entre 6 et 7 %.

Le troisième paradoxe peut être perçu dans ses résultats électoraux successifs. Plus il participe ouvertement au pouvoir, plus ses résultats électoraux augmentent.

**Le DPS dispose d'un noyau dur électoral très résistant et globalement très motivé pour se rendre aux urnes.**

C'est l'effet inverse qui se produit systématiquement pour les autres partis de droite, du centre ou de gauche. Le DPS réalise son score historique de 2005, en suffrages obtenus, après avoir fait partie durant quatre ans du gouvernement de centre droit dirigé par l'ancien monarque Siméon de Saxe-Cobourg.

Aux prochaines élections législatives, prévues

en 2009, il sera intéressant d'observer si, après quatre ans de participation au gouvernement de centre gauche dirigé par le socialiste Serghèï Stanichev, le même phénomène se vérifiera. Rien ne semble atteindre la crédibilité du parti au sein de son électorat, ni les scandales politiques et financiers auxquels sa direction serait mêlée, ni le peu de résultats concrets obtenus dans l'amélioration du niveau de vie des populations concernées. Pourtant, depuis vingt ans, une certaine presse ne manque pas de faire courir de nombreuses rumeurs, y compris quelques photomontages, sur les malversations et les exactions, réelles ou supposées, de ses leaders nationaux ou régionaux. Ces rumeurs semblent, d'ailleurs, plus destinées au lectorat slave – afin de maintenir un sentiment latent de rejet à l'égard de cette minorité nationale. On pourrait s'étonner de voir certains leaders politiques actuels – de gauche comme de droite – tenir un discours public lénifiant sur ce qui serait devenu un modèle de cohabitation ethnique à la bulgare, alors que, dans le même temps, ils peuvent tenir des propos peu amènes, voire très violents – comme le leader extrémiste d'Ataka – sur le DPS, ses dirigeants et son électorat.

Dès les premières élections pluralistes de juin 1990, tous les acteurs politiques de la transition bulgare savent que le réservoir électoral du DPS est limité car il est cir-

conscrit au vote turc, voire musulman, c'est-à-dire avec l'appoint de certains Pomaks et de certains Rroms. Il tourne autour de 350 000 à 450 000 voix et ne peut guère aller au-delà.

À l'époque, le parti socialiste, le BSP, héritier du BKP, a obtenu une majorité absolue à la Grande Assemblée nationale. Il n'a pas besoin du DPS pour gouverner. Le BSP lui est même franchement hostile, dans la mesure où c'est lui qui a fait inscrire, dans la Constitution, un article – l'article 11-4 – interdisant les partis *“formés sur la base de principes ethniques, raciaux ou religieux”* et qui vise exclusivement le DPS. Quelques mois plus tard, la Cour constitutionnelle aura d'ailleurs à se pencher sur cette question délicate juste avant l'adhésion de la Bulgarie au Conseil de l'Europe, et le DPS ne survivra qu'à la faveur d'un artifice de procédure lors du vote au sein de la Cour.

## Quel avenir politique pour le DPS ?

L'instrumentalisation politique d'un mode de scrutin est une très ancienne technique de redistribution des cartes utilisée dans de nombreuses démocraties. La possibilité récemment évoquée de modifier l'actuel mode de scrutin proportionnel pour introduire une dose majoritaire est révélatrice de ce non-dit des autres partis politiques bulgares : marginaliser le DPS sur le plan politique intérieur sans que cette mesure apparaisse pour autant comme antidémocratique vis-à-vis de l'étranger, notamment aux yeux des gardiens du *“temple démocratique”* que représentent les États-Unis et l'Union européenne. Il ne s'agit évidemment pas de l'éliminer complètement de l'échiquier politique mais simplement de le neutraliser.

Le principal argument avancé pour cette réforme est la volonté de stabiliser la vie politique en Bulgarie : cela ne tient pas vraiment, dans la mesure où les deux dernières législatures ont permis la formation de coalitions gouvernementales viables, avec le scrutin proportionnel existant. Certes, les dernières élections, européennes et locales, comme les tendances politiques de l'opinion mesurées depuis les deux dernières années, montrent que la situation risque de se compliquer lors de la prochaine échéance législative de 2009. En effet, selon les sondages, ne devraient être représentés au parlement que le Gerb, le BSP, le DPS et le mouvement extrémiste Ataka. Le nouveau grand parti qui se situe à la droite du BSP, le Gerb – le parti des Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie –, a d'ores et déjà annoncé par la voix de son leader informel, Boyko Borisov, le maire de Sofia, qu'il ne gouvernerait jamais avec les actuels dirigeants du DPS. Si le Gerb, dont tous les sondages annoncent la victoire électorale en 2009, n'obtient pas une majorité absolue au



parlement, avec qui va-t-il pouvoir former une coalition gouvernementale, dans la mesure où, jusqu'à présent au moins, il exclut de gouverner avec les ex-communistes du BSP, les Turcs du DPS et les extrémistes d'Ataka ?

D'un point de vue de stratégie politique, une dose de scrutin majoritaire arrangerait le Gerb et il serait même en mesure d'amplifier sa victoire annoncée de 2009. Il arrangerait certainement aussi les affaires du BSP, toujours bien implanté localement dans le pays, qui retrouverait sans doute ainsi quelques couleurs électorales, à l'heure où les sondages actuels ne lui accordent qu'une petite deuxième place derrière le Gerb.

Depuis le début de la transition, la Bulgarie a déjà utilisé l'outil majoritaire. Lors des premières élections pluralistes de 1990, elle a en effet utilisé une mode de scrutin mixte, c'est-à-dire majoritaire pour la première moitié des élus du parlement et proportionnel pour la seconde. Dès les élections suivantes, en 1991, elle a repris le seul mode de scrutin proportionnel, majoritarisé *de facto* puisqu'il instaurait quand même un seuil électoral national de 4 % des votes exprimés.

En ce qui concerne le DPS, augmenter ce seuil pour le réduire politiquement ne servirait à rien, comme les élections législatives de 2005 ou même encore les élections européennes de 2007 en ont fait la démonstration. En effet, en raison d'une participation électorale déclinante de la part de l'électorat bulgare – slave –, la représentativité – en suffrages exprimés – du DPS est passée d'environ 6 à 7 % dans les années quatre-vingt-dix à deux mille à plus de 12 % en 2005, pour atteindre plus de 20 % en 2007. Une tentative avait pourtant été faite de limiter les gains électoraux du DPS lors du scrutin européen, dans la mesure où une majorité parlementaire *ad hoc* avait alors adopté une loi visant à empêcher le nomadisme électoral des Bulgares vivant en Turquie mais venant néanmoins voter en Bulgarie pour le DPS.

## Un parti charnière contesté

Réinstaurer le mode de scrutin mixte du début de la transition – si tant est que cela soit le système choisi – aurait pour finalité de tenter de réimplanter le système bipolaire existant à cette époque en donnant une prime majoritaire aux grands partis que sont devenus, à l'heure actuelle, le BSP, à gauche, et le Gerb, à droite.

D'un point de vue théorique, ce mode de scrutin pourrait permettre à chacun de ces deux partis de gouverner seul, éventuellement en alternance si les électeurs le décident, mais surtout sans avoir recours à un parti charnière, en l'occurrence le DPS, qui fait l'unanimité contre lui au sein de la majorité de l'opinion bulgare.

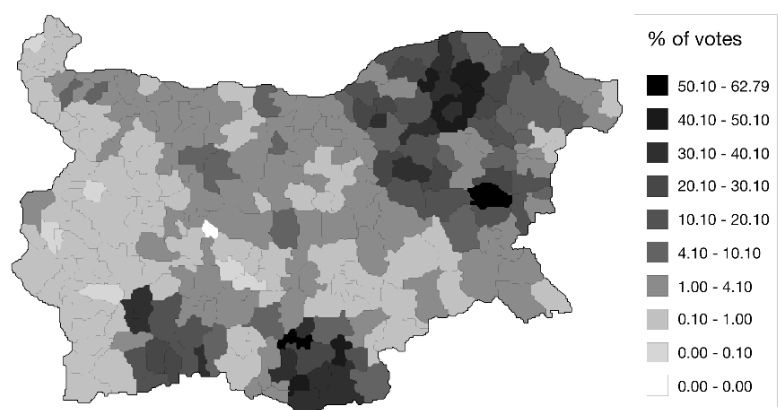
Si l'on pousse plus loin la logique de ce retour au scrutin mixte: comme la cohésion

du BSP, tant interne qu'électorale, est plus solide que celle du Gerb, le BSP pourrait devenir à terme le seul parti pivot de la vie politique bulgare, autour duquel tournerait inévitablement toute future coalition gouvernementale. Le BSP s'est déjà largement recentré politiquement, tant sur le plan de la politique extérieure avec l'adhésion à l'Otan et à l'UE que sur le plan de la politique économique avec, par exemple, l'adoption de l'impôt unique – ou *flat tax* – à 10 % pour attirer les investissements étrangers. Dès lors, on peut comprendre que le président de la République – largement à l'origine du renouveau du parti socialiste dans les années quatre-vingt-dix – s'implique dans cette réforme qui assurerait la pérennité du BSP au pouvoir sur le long terme. Le DPS continuerait évidemment à être présent au Parlement mais ne pourrait plus jouer son rôle actuel de parti charnière qui le rend indispensable dans l'actuelle configuration de l'échiquier politique bulgare. Son rôle dans le secteur économique – et certains observateurs ajoutent perfidement son implication dans l'économie grise, voire criminelle – serait largement limité, voire éradiqué. Le DPS deviendrait alors une simple soupape démocratique en charge de représenter la principale minorité ethnique du pays – mais sans pouvoir influencer véritablement sur le pouvoir comme il le fait actuellement.

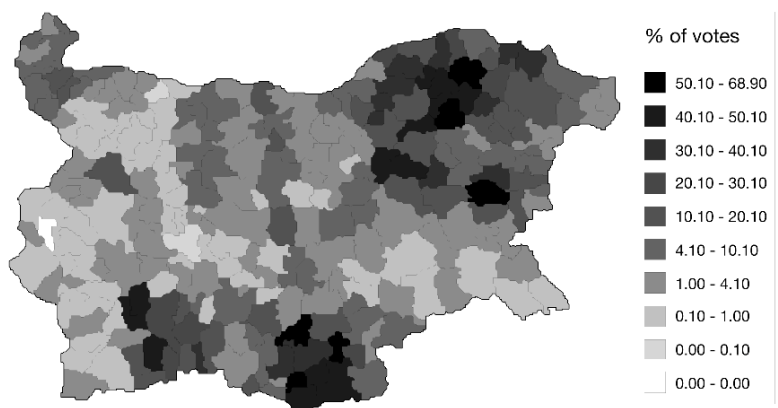
Sans qu'un tel objectif soit ouvertement affiché, un changement de mode de scrutin en Bulgarie pourrait ainsi marquer le déclin de l'influence politique du DPS. Reste à savoir si ce dernier se laissera faire. Membre de l'actuelle coalition parlementaire et gouvernementale, le DPS défendra ses intérêts et ne votera pas une réforme qui l'écarterait définitivement du pouvoir et de ses nombreux avantages. Les mois qui viennent indiqueront si une majorité parlementaire alternative – comprenant alors obligatoirement les partis de droite dans l'opposition – sera en mesure d'adopter cette réforme suggérée par le président sans provoquer une crise gouvernementale et sans brouiller davantage l'image des différents partis politiques aux yeux des électeurs, juste avant les élections. ■

**Membre de l'actuelle coalition parlementaire et gouvernementale, le DPS défendra ses intérêts et ne votera pas une réforme qui l'écarterait définitivement du pouvoir et de ses nombreux avantages.**

Résultats du DPS aux élections législatives en 2001



Résultats du DPS aux élections législatives en 2005



**Municipalités obtenues par le DPS en 2007**

